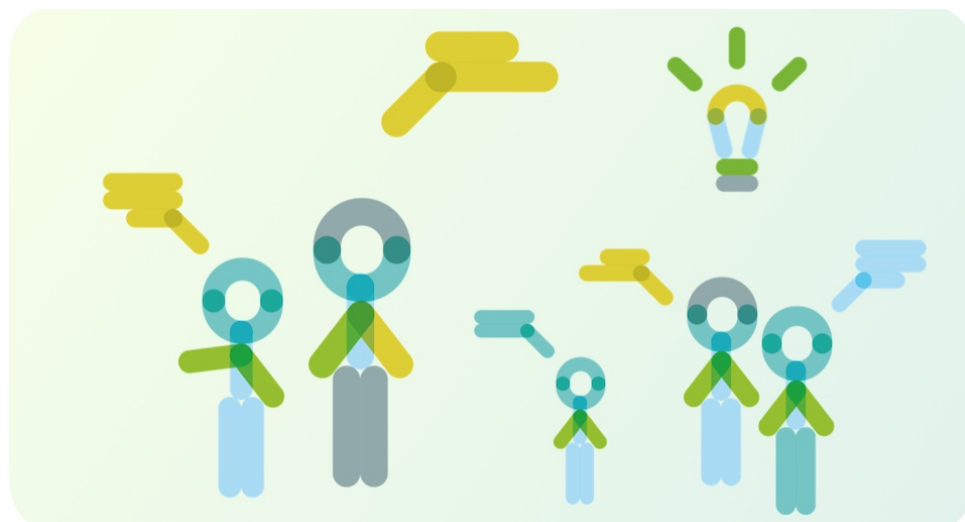


## "Les systèmes alimentaires à l'épreuve du coronavirus"

*Echange au coin de la toile*

*Jeudi 30 avril 2020*



### Liste des participants

Laurent Terrasson	L'autre cuisine Association cantine responsable
Valentin Luiggi	Les Savoureux Compagnons / Eating City / SCIC Nourrir
Magali Buso	Conseil départemental de la Haute-Garonne, service agriculture
Rachel Virole	Communauté de Communes Erdre et Gèvres, en charge des PAT
Audrey Boyer	PETR du Pays Thierache, en charge du PAT
Julien Beja	Communauté de communes de la Dombes, émergence PAT
Jean Marie Plantard	Association des Cigales de Bretagne, futur élu local
Charlotte Catel	Draaf haut de france, service economie
Catherine Conil	Ministère de la transition écologique et solidaire suivi PAT, travaux en lien avec le Cerema

Celia Mahoudiaux	Ministère de la transition écologique et solidaire Evaluation environnementale, mémoire gouvernance territoriale
To-Nguyen CHECCHIN	Fédération Nationale des Parcs Naturels, dynamique transition, Perche Queyras seine
Clarisse Perrin	Parc naturel régional de la Montagne de Reims
Felix Tuchais	Parlement européen Assistant élu Benoit Biteau, PAC
Morgane Avenel	Rennes Métropole Stagiaire gestion covid 19 au niveau des communes
Aurelie Pestana	Consommatrice avertie, Master Agro-paritech
Stéphane Linou	Résilience et Sécurité ancien CG, résilience alimentaire, développement local
Julie lequin	Saluterre bureau d'étude collectivités jardin partagé
Pauline Cros	Agrobio 35, chargé de mission restauration collective
Camille Robert-Boeuf	CNRS - UMR LADYSS Post doctorante Docteur en géographie, ruralisation, impact du Coronavirus
Gilles Maréchal Blaise Berger, Thomas Bréger, Doriane Guennoc	Terralim, animateur de l'échange Consultants Terralim

## Thème 1 : Les enseignements et la pérennité des démarches collectives et solidaires : collectifs citoyens, paysans, collectivités et détresse alimentaire

*Quels sont les facteurs, outils et moyens à mobiliser permettant la pérennisation des initiatives collectives créées lors de la crise du COVID-19 ?*

### **Le rôle des acteurs de terrain**

**(00 :00)** Le profil et les compétences des acteurs engagés dans les initiatives de transition sont un facteur important. La réussite des démarches repose notamment sur la présence d'acteurs capables de créer du lien et de favoriser la coopération entre différents types de partenaires. Les initiatives citoyennes doivent par ailleurs pouvoir trouver un équilibre avec les collectivités locales, c'est-à-dire être reconnues sans être récupérées.

### **La sensibilité des élus**

**(1 :30)** L'implication des élus et des techniciens dans des initiatives citoyennes de type AMAP, même à titre personnel, constitue une opportunité pour mieux comprendre les enjeux et soutenir les actions de terrain. Lorsqu'il y a une sensibilité de leur part, les élus jouent un rôle important dans la mise en place de nouvelles initiatives même dans l'urgence comme cela a pu être remarqué ces dernières semaines.

### **Le rôle de la PAC**

**(6 :50)** Le renforcement du second pilier de la PAC va être nécessaire pour le financement de collectifs d'agriculteurs. Comment l'Union Européenne peut participer au soutien des initiatives de circuits-courts dans leur organisation et dans l'investissement d'infrastructures ? Comment est-ce que l'on peut définir la notion de collectif d'agriculteurs alors que les organisations sont différentes d'un pays à l'autre ? Comment faire remonter les projets et besoins du terrain ? Comment la PAC peut intervenir dans les PAT ?

### **Des évolutions dans les assiettes**

**(5 :10)** La question de l'évolution du régime alimentaire en tant de crise se pose. Est-ce que la qualité de l'alimentation a évolué ? Quelles sont les nouvelles habitudes notamment en termes de transformation à la maison ?

**(18 :20)** La crise a entraîné les consommateurs à faire évoluer leurs achats et à découvrir de nouveaux produits. Est-ce que le mode de consommation et d'alimentation va évoluer vers du qualitatif sur du long terme ?

**(21 :30)** L'enquête manger au temps du coronavirus montre des évolutions certaines cependant on ne sait pas encore prédire si elles vont perdurer à court/moyen/long terme.

### **Les enjeux de la restauration collective**

**(9 :00)** La restauration collective pourrait s'ouvrir à de nouvelles activités en dehors des seuls aspects scolaire/santé/entreprise afin d'avoir un rôle plus éducatif. Il s'agit de répondre à des problématiques sociales et notamment accueillir des personnes en difficulté. Cela est possible lorsque la cantine n'est pas rattachée à l'éducation nationale. Elle pourrait fournir de nouveaux services comme une « maison de l'alimentation » et permettre le soutien aux agriculteurs et aux circuits-courts et jouer un rôle dans les projets de solidarité.

Au début de la crise le lien entre secours aux personnes fragiles et restauration collective a très vite été fait. (Exemples de Brest et Montpellier)

### **La formation professionnelle comme piste de financement**

**(12 :20)** On observe la mise en place d'aides de l'état dans le cadre du chômage partiel pour la formation professionnelle. Cela peut être un outil pour favoriser l'acquisition de compétences en animation et en coordination, élément qui a été détecté comme un enjeu fort pour la pérennisation d'initiatives. Cette piste d'action est en cours de réflexion dans la coopérative les vigies.

### **La mise en relation de l'offre et de la demande**

**(14 :00)** Dans certains territoires, notamment en milieu rural, il peut être difficile d'avoir accès à de l'information concernant les débouchés en circuits-courts. La collectivité peut jouer un rôle dans la diffusion de l'information.

Il est important que les collectivités connaissent, même en dehors des temps de crise, les producteurs de leur territoire et soient en relation avec eux.

Il faudra fixer de nouvelles conditions pour les producteurs pour pérenniser les nouveaux débouchés ayant émergés pendant la crise. Il s'agira notamment de fixer leurs marges.

Les outils de communication de la collectivité peuvent être des brochures ou de newsletters pour faire connaître les producteurs et les points de vente.

**(20 :15)** Les collectivités devront par ailleurs travailler sur la logistique et regrouper davantage les circuits de distribution, favoriser les interactions entre circuits-courts, semi-courts et circuits-longs pour satisfaire les nouvelles demandes.

**(22 :00)** En termes de logistique on observe que c'est l'organisation du premier et du dernier kilomètre qui a le plus souffert pendant la crise (remise de paniers). Cela pose la question des outils regrouper l'offre d'une part et de faciliter la livraison jusqu'à chez soi d'autre part.

### **L'organisation des producteurs**

**(23 :00)** La réalisation des paniers par les producteurs prend du temps au détriment de l'activité de production alors que nous sommes en période de plantation. On observe par conséquent des problèmes de surmenage dans le milieu agricole. Le regroupement de l'offre peut être une solution.

### **L'autoproduction et l'accès à la terre**

**(25 :00)** Au-delà de la production par des professionnels il faut penser la question de l'autoproduction. On prévoit un effet ciseau entre la hausse des prix des denrées alimentaires et la baisse des revenus ne permettant plus à une grande partie de la population de s'alimenter (terreau fertile pour générer des troubles à l'ordre public). Il faut se poser la question de ce que peuvent faire les collectivités pour permettre à la population de se nourrir elle-même.

Avec la crise on observe une redécouverte de la vertu nourricière et pas seulement récréative de faire soi-même sa nourriture (notamment avec le pain)

**(29 :10)** De manière plus générale on peut voir de plus en plus de monde souhaitant se réorienter vers des activités agricoles notamment chez des travailleurs dont les secteurs sont en décroissances. Comment est-ce que les collectivités peuvent favoriser ces évolutions ?

**(29 :45)** Les jardins partagés constituent une ressource importante pour maintenir l'accès à l'alimentation de tous et la période de confinement fait apparaître certains freins. Comment est-ce que les collectivités peuvent organiser la poursuite des activités des jardins ?

**(34 :20)** L'autoproduction présente des enjeux spécifiques en ville ou l'accès à un lopin est plus difficile. Il faut réfléchir à une restructuration de la ville dans le sens où la ville dense ne doit plus être vue comme une ville durable alors que cela ne permet plus d'accéder à la terre.

**(36 :30)** Le projet de recherche-action Frugal montre que le profil socio-économique de la population des villes influence la capacité d'autoproduction (ville tertiaire plus faible, ville ouvrière plus importante). Les facteurs culturels s'ajoutent aux facteurs morphologiques.

### **Retour d'expérience : exemple des jardins partagés de la ville de Toulouse accompagné par Saluterre**

**(29 :45)** Aujourd'hui se pose la question des dynamiques collectives dans ce contexte de crise avec la nécessité de respecter les gestes barrière. Comment est-ce que les jardins peuvent rester accessibles notamment pour les personnes vulnérables ?

Il s'agit d'une opportunité pour que la collectivité joue un rôle de mise en réseau et permette l'échange sur les bonnes pratiques. Saluterre a donc mis en place une commission entre 17 jardins partagés afin de créer des échanges sur les nouvelles pratiques de jardinage qui peuvent émerger et maintenir des dynamiques collectives. L'enjeu est par ailleurs de continuer à mobiliser les personnes les plus démunies car ces jardins constituent une réponse pour maintenir l'accès à l'alimentation.

### **Rôle transversale des collectivités**

**(39:00)** La réglementation est l'un des leviers activables comme dans le cadre de la loi Egalim. Il s'agit également de soutenir des outils incitatifs comme les PAT ainsi que la création et l'accompagnement de collectifs d'agriculteurs (GIE). La difficulté réside dans la transversalité de la question alimentaire alors que les services de l'état sont en silos. (enjeux sociaux, d'offre, de logistique, culturels, etc.)

## **Thème 2 : Le rôle des collectivités et les stratégies/ Projets Alimentaires Territoriaux**

*Est ce que des collectivités qui ont PAT ou qui sont en train d'en construire un, ont été mieux armées pour réagir à la crise ?*

### **L'interconnaissance pour mieux réagir à la crise**

**(42 :30)** Pour préparer un PAT les gens sont obligés de se parler, même entre secteurs et profils différents et cela pourrait constituer une piste pour voir si ces territoires ont été plus réactifs dans la recherche de solutions.

**(44 :00)** Pour favoriser ces échanges il est nécessaire d'avoir un soutien politique

### **Des exemples de « territoires réactifs »**

**(44 :36)** Le PAIT de Grenoble constitue un exemple pour lequel l'historique d'habitude de travail en commun a été d'une grande aide s'organiser face à la crise

**(45 :40)** A Brest, dans le cadre du PAT de la Métropole 13 associations d'aide alimentaire se sont coordonnées pour trouver des solutions en interaction avec le CCAS. Un système de paiement aux familles qui avait accès gratuitement à la cantine a été mis en place en moins d'une semaine car les structures se connaissaient déjà bien.

**(46 :37)** A Mouans-Sartoux, la collectivité s'est bien adaptée car l'organisation le permettait. Tous les services municipaux sont en arrêts sauf celui de la régie agricole avec la mise en place système approvisionnement de Cannes (marode). Au-delà du fait de résister à la crise, la collectivité a pu innover pour aider les autres.

### **Des exemples d'organisations citoyennes réactives**

**(48 :18)** Le PAT de Lyon est à l'arrêt depuis plusieurs mois suite au départ de la chargée de projet et du report des élections. Cependant une initiative est apparue en réponse à ce blocage : Nourrir Lyon autrement

**(49 :25)** L'enquête manger au temps du coronavirus a également permis de faire remonter le témoignage d'un citoyen qui a sollicité son élu pour mettre en place un PAT au vu de la situation actuelle.

### **Les situations de rupture oubliées des PAT ?**

**(50 :20)** Nous n'avons pas de retour sur des PAT incluant des possibilités de rupture, pour le moment ils sont imaginés pour des situations de croisière. Comment faire une génération de PAT 2.0 avec un volet résilience alimentaire?

**(51 :00)** La question de la sécurité alimentaire sera au cœur de la stratégie agricole lors du mandat des élus qui vont arriver. Les élus ont eu un réveil et souhaite intégrer ces nouveaux objectifs dans le débat.

### **La restauration collective face à la crise**

**(52 :35)** Comment les cuisines centrales ont pu continuer la production ? Une étude sur l'identification des besoins a permis de faire apparaître qu'elles s'étaient adaptées en s'orientant principalement vers le portage à domicile et que c'est les élus qui en étaient à l'initiative. On voit également une dynamique dans la restauration d'entreprise qui continue à facturer des services et souhaitent maintenant proposer un maximum de produits locaux. Cela qui prouvent une évolution du secteur (dynamisé par la crise ?).

### **Les producteurs face à la crise**

**(55 :45)** On voit une difficulté des porteurs de projets à acquérir du foncier et à trouver des fonds.

Les agriculteurs arrivent à fournir en circuits-courts mais n'arrive plus à produire suffisamment pour répondre à la demande. Il faut donc que de nouveaux producteurs puissent s'implanter pour renforcer l'offre. La question de l'installation est au cœur de la problématique actuelle. Il est nécessaire que les financeurs jouent donc le jeu.

**(56 :55)** Sur un territoire rural différents outils avaient été mis en place pour communiquer sur les initiatives locales. On recensait un annuaire de producteurs, une carte interactive, un set de table à destination des restaurateurs. Cependant la réalisation d'une étude pour l'évaluation d'outils a montrer qu'en réalité les producteurs ont augmenté leur vente pendant la crise mais que les outils existants n'avaient pas forcément fonctionné et que la crise a été plus "efficace". La crise change donc les pratiques mais il s'agit de savoir avec quelle pérennité. La question est de savoir pourquoi est ce que les consommateurs ont pu changer aussi vite leurs habitudes alors que les outils le favorisant existaient avant.

**(58 :36)** Les producteurs se sont retrouvés dépourvu et sont aller puiser dans leurs stocks qui diminuent. Aujourd'hui les producteurs se demandent s'ils peuvent continuer à servir les nouveaux clients au profit des anciens.

## CONCLUSIONS

**(59 :41)** On voit aujourd'hui une prise de conscience des citoyens sur la nécessité de relocaliser les circuits d'approvisionnement alimentaires. La PAC va jouer un rôle important pour faire perdurer ces démarches ainsi que la stratégie alimentaire pour le côté consommateur que la commission européenne va mettre en place. Le plan de relance s'élève à 2000 milliards. L'enjeu est fort au niveau européen car c'est un programme qui va être relancé pour les 10 prochaines années. Quelles directions prendre ?

**(1 :01 :20)** La question de la solidarité alimentaire est au coeur de la crise. On peut peut-être poser la question de savoir si ce sont les PAT qui avait un axe autour de la solidarité alimentaire qui ont le mieux réagit à la crise avec des partenariats déjà bien ancrés.

**(1 :02 :40)** L'interconnaissance et le terreau créé à l'échelle d'un territoire est un outil de résilience et certains territoires ruraux ont peut être mieux réagi que d'autres territoires urbains.

**(1 :03 :28)** Quelques soient les échelons, il y a un personnage qui apparait central, c'est le consommateur citoyen qui s'est mobilisé et qui doit pouvoir poursuivre son action et accéder à une alimentation relocalisée.

**(1 :04 :44)** Avec l'approfondissement de la réflexion sur l'alimentation, on arrive parfois à des visions mécanistes avec la mise en place d'outil internet, de logiciels pour l'optimisation de tournées etc. Cependant tout ce qui a été dit aujourd'hui pointe l'importance des dynamiques humaines (l'interconnaissance, la capacité à se relier pour faire face à la crise...).

Le grand sacrifié de ces démarches ce sont les capacités d'animation locale. La crise met en évidence la nécessité d'avoir des permanents pour créer des liens pour être plus résistants et résilients.

**(1 :06 :30)** Il faut des personnes généralistes pour faire du lien sur le territoire. Certains financement pour l'animation dans les années 90 et 80 ont aujourd'hui disparus, on se retrouve donc à nouveaux dans des politiques en silo.

**(1 :08 :08)** Il est également souhaitable d'avoir des leaders citoyens.

## Quelques liens

**Bulletin de partage de l'enquête manger au temps du coronavirus :**

<https://www.rmt-alimentation-locale.org/bulletin-de-partage>

**Les collectifs d'agriculteurs dits GIEE (Groupement d'Intérêt Economique et Environnemental) en Région Hauts de France :**

<https://hautsdefrance.chambres-agriculture.fr/recherche-innovations/agroecologie/giee-hauts-de-france/>

**Les PAT en Région Hauts de France :**

<http://draaf.hauts-de-france.agriculture.gouv.fr/Cartographie-des-PAT-Regionaux>

**Lettre aux candidats pour les élections municipales par Stéphane Linou:** <https://stephanelinou.fr/images/documents/Lettre/LettredecandidatsauxPrefets.pdf>